

SUPPLÉMENT INTERNATIONAL



Sharpeville



21 mars 1960

AFRIQUE DU SUD



***72 morts,
tous noirs***

L'Afrique du Sud

Un camp de concentration

De tous les pays d'Afrique, la République d'Afrique du Sud peut-être considérée comme le pays actuellement le plus développé. Sa richesse provient surtout de ses ressources naturelles : elle possède des diamants, de l'or, du charbon, un sol fertile et de nombreuses sources d'énergie électrique. Mais, en plus d'être connue pour l'or qu'elle produit, l'Afrique du Sud est aussi célèbre (à triste titre) par sa politique d'apartheid.

Naissance de l'apartheid

Le mot "apartheid" tire son origine du mot "baaskap" qui signifie approximativement "art de dominer". Au début de la colonisation hollandaise en Afrique du Sud, cette politique de "baasskap" n'était en fait qu'une politique de domination du blanc sur le noir, cette politique s'inscrivait alors parfaitement dans la politique générale de colonialisme européen en Afrique.

Jusqu'au deuxième conflit mondial, la domination du blanc ne posa aucun problème. Mais, après 1945, la situation allait complètement changer sous l'influence de trois facteurs.

- Pendant la guerre, l'importance accordée aux notions de liberté et démocratie avait éveillé l'attention des noirs.
- Les proclamations des Nations-Unies en faveur des droits de l'homme et du respect de la liberté des peuples sans considération de couleur.
- Les noirs des colonies britanniques au Nord de l'Afrique du Sud commençaient à participer au gouvernement de leur territoire. Les Noirs d'Afrique du Sud voulurent donc qu'on leur accorde immédiatement les mêmes privilèges accordés aux citoyens de race blanche. C'est donc dans ce climat de revendications pour les noirs et de crainte pour les blancs que le parti nationaliste, alors parti d'opposition, réussit en 1948 à se faire élire à la tête du pays grâce à leur politique d'apartheid ou de complète séparation des races.

Ce qu'est l'apartheid

L'Apartheid ne signifie pas théoriquement la domination des blancs mais la séparation des races. Cette séparation devra être mise en œuvre à travers la vie politique, économique et sociale du pays. Les Noirs ne doivent pas voter pour le même parlement que les Blancs, ils ne doivent pas posséder les mêmes emplois, ou encore ne pas les remplir conjointement et certainement

pas pour le même salaire. Mais, surtout, les deux races, doivent vivre dans des endroits complètement différents. Cette séparation devant être assurée par des lois précises et grâce aux matraques des policiers.

Le seul inconvénient à toute cette théorie, c'est que les blancs ne peuvent se passer du travail des noirs. Celui-ci est nécessairement sur les fermes, sur les quais, dans les usines, les garderies d'enfants, les cuisines et surtout dans les mines. La séparation ne fut jamais une partition complète,

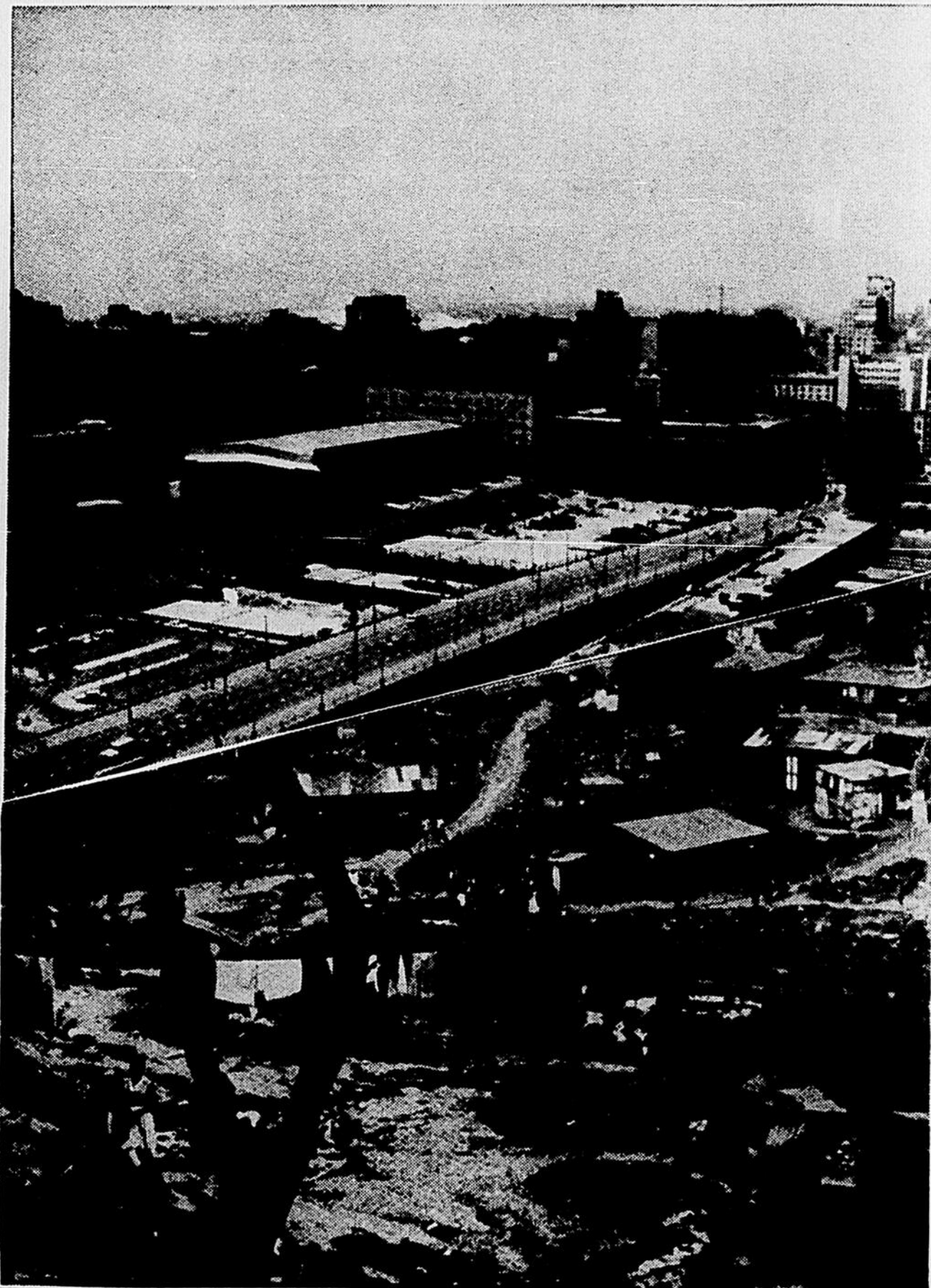
elle devint une exclusion. Le docteur Daniel F. Malan, qui fut premier ministre de 1948 à 1954, pose le problème d'une façon très explicite.

"Théoriquement, l'objet d'une politique d'apartheid est de séparer le pays en deux parties bien distinctes avec tous les Blancs dans l'une et les Noirs dans l'autre, mais pratiquement, dans l'avenir immédiat, cela est impossible."

Du point de vue noir, l'apartheid signifie tout simplement qu'on le dépouille de tous ses

droits et qu'il est réduit au statut d'un immigrant que l'on peut déplacer à droite et à gauche. L'apartheid devait séparer les noirs et les blancs, leur donner leurs droits propres, ainsi les noirs n'auraient plus aucuns droits dans la vie politique des blancs, ils posséderaient leur propre parlement. L'inconvénient, c'est que l'on a dépouillé les Noirs de leurs droits mais on a oublié de leur en conférer d'autres, de sorte qu'aujourd'hui ils n'ont plus rien.

Pays de contrastes



Des textes de

DANIEL LATOUCHE

Les lois d'Afrique du Sud

Les lois d'Afrique du Sud ont pour but de veiller à cette séparation totale des blancs et noirs mais aussi de rendre l'Africain légalement et économiquement sans défense. Les premières lois qui furent votées n'avaient pour but que de renforcer la ségrégation là où en fait elle avait toujours existé, cinémas, théâtres, hôtels, mais par la suite elles voulurent instaurer cette ségrégation là où elle n'existait pas auparavant : autobus, comptoirs postaux et parcs.

Mais le sens des affaires a provoqué de curieuses entorses à ces lois. Les deux races peuvent circuler librement dans les magasins, mais les noirs ne peuvent essayer aucun vêtement, ne peuvent y prendre une tasse de café.

● En 1949, on vota une loi défendant les mariages interraciaux afin de "surveiller le



"... carefree idyllic existence in their little thatched huts..."

mélange du sang et la pureté de la race."

● En 1950, la loi sur l'immoralité punit de peines sévères toutes relations sexuelles entre personnes de deux races.

● Le comble survint en 1950 avec la loi d'enregistrement de la population afin de décider à quelle race chaque individu appartient, un tel recensement est indispensable pour maintenir la séparation. On émit des cartes d'identité. Mais, à la frontière, entre Blancs et Noirs, un nombre incroyable de tragédies personnelles surgirent. Des maris "blancs" découvrirent que leur femme était maintenant classifiée comme "noir". On institua donc un comité chargé de décider de l'appartenance raciale des cas douteux en se basant sur des notions aussi scientifiques que l'épaisseur des lèvres, l'opinion des voisins, les cheveux; 13 ans plus tard, en 1963, 21,000 cas attendaient encore qu'on leur dise leur race.

Il existe aussi une "loi sur les emplois réservés", qui permet de réserver certains types de travail à certains groupes raciaux. Cette législation permet au gouvernement de mettre les blancs à l'abri de la concurrence des noirs. Par ex-

emple, le ministère du Travail a décrété que les Africains ne pouvaient pas conduire les camions des services de voirie à Springs. A Johannesburg, les garçons d'ascenseurs doivent être blancs. La perte de rendement qui résulte de cette loi est énorme et seul un pays aussi riche peut se permettre ce gaspillage.

En avril 1963, le Parlement adopta un autre projet de loi connu sous le nom de "loi des 90 jours". Aux termes de la loi, une personne peut être détenue "incommunicado" pendant 90 jours d'une seule traite si elle a contrevenu à la loi sur le sabotage. Cette loi prévoit :

- 1—L'interdiction totale pour les journaux d'intervenir;
- 2—La mise dans l'illégalité d'organisations existantes;
- 3—La prolongation de la détention sans jugement des personnes qui ont accompli des peines d'emprisonnement pour crimes "politiques";
- 4—Le jugement sommaire sans instruction préalable dans certains cas;
- 5—Le droit de retenir certains télégrammes, lettres ou colis;
- 6—Des sentences allant de 5 ans de prison à la peine de mort pour avoir reçu en dehors d'Afrique du Sud un enseignement des méthodes de violence, ou s'être livré aux activités d'une organisation interdite, ou d'avoir conseillé à une "organisation internationale" d'intervenir dans le but de prouver l'innocence de l'accusé;
- 7—Le même traitement pour les adolescents que pour les adultes;
- 8—Le droit de déclarer toute zone "zone protégée" et le droit pour un citoyen dont la zone est ainsi déclarée de la clore et d'y faire la police.

Lorsque le projet a été adopté par le Parlement, M. Vorster, ministre de la Justice, affirma : "Nous avons maintenant le pouvoir de détenir toute personne qui est de ce monde."

La réaction publique à cette loi, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique du Sud, a été vive. La Commission Internationale des juristes l'a condamnée, le personnel enseignant de l'Université du Natal a averti le gouvernement que, si un des leurs était emprisonné aux termes de cette loi, ils démissionneraient tout simplement. A cette dernière protestation, M. Vorster répondit : "Je considère que vous avez publié votre déclaration puérile dans le dessein de faire de la publicité et de la propagande contre le gouvernement... Je la traite avec tout le mépris qu'elle mérite." Inutile de préciser que ceux qui sont détenus grâce à cette loi ne sont pas spécifiquement dorlotés par les policiers.

Mais les Noirs sont attirés irrémédiablement par les villes, les forces économiques les y poussent continuellement. Pour les retenir à l'extérieur des villes, on inventa donc la loi "des zones de groupes", qui rend impossible aux Africains la possession de terres dans les zones urbaines. Cette loi contient des dispositions spéciales obligeant

tous les Africains à porter sur eux continuellement une sorte de passeport. Il est ainsi possible de contrôler les entrées et les sorties des noirs. Grâce à cette loi, il est possible au gouvernement de séparer une famille en trois, le mari demeurant dans l'avielle, la mère se voyant à toute fin pratique confinée à une autre ville et les enfants étant envoyés dans les réserves.

La situation des non-blancs

La richesse de l'Afrique du Sud est incontestable :

- pays où le revenu par habitant est 50% plus élevé que celui du pays africain qui vient immédiatement derrière;
- pays qui produit deux fois plus d'électricité que le reste de l'Afrique;
- pays qui produit plus de 80% du charbon de l'Afrique et qui a 87% des réserves du charbon africain;
- pays qui absorbe plus d'un tiers de toutes les exportations des Etats-Unis vers l'Afrique;
- pays qui possède 41% des véhicules motorisés de l'Afrique et environ 50% des téléphones;
- pays qui produit 64% de l'or mondial; etc...

Tout cela est très bien, mais ce qui l'est moins, c'est la façon dont ces richesses sont distribuées.

- Les blancs, qui forment 19% de la population, possèdent 87% de la terre.
- Les 87% de la terre possédée par les blancs comprend les champs d'or de Johannesburg, les argiles bleues de Kimberly où l'on trouve des diamants et les zones fertiles productrices de fruits autour du Cap.
- Les 13% qu'occupent les non-blancs, c'est la partie la plus improductive du pays.

Sur le plan de la santé, la situation est alarmante.

- Les taux de mortalité infantile varient entre 100 et 200 pour 1,500 dans les villes et entre 300 et 400 dans les zones rurales; le record de 436 a été établi dans la zone autour du Durban (Chana : 90, Nigéria : 76).
- Par comparaison, la mortalité infantile blanche n'est que de 27 pour 1,000, une des plus basses du monde (Allemagne de l'Ouest : 40).
- Une étude faite en 1963 a montré que le manque de nourriture était tel que même les mères allaitant leurs enfants ne pouvaient manger que trois fois par semaine.
- Malaré tout cela, en août 1962, 22 millions de livres de beurre étaient "en excédent", on a dû en détruire 18 millions de livres. Le gouvernement subventionne les exportations de maïs afin "d'éviter de hisser les marchés"
- En 1962, il y eut 1,262 cas de tuberculose chez les blancs et 53,801 pour les Africains. Ce qui fait un pourcentage de 39.6 par

100,000 blancs contre 473.6 par 100,000 Africains.

— A l'hôpital de Port Elizabeth, 50 enfants africains meurent à chaque mois de sous-alimentation.

Leurs salaires sont insignifiants comparativement à ceux des blancs.

— En 1962, un mineur africain gagne en moyenne \$207 par année.

— Un garçon d'ascenseur, métier réservé aux blancs, gagne environ \$1,500 par année.

Si l'Afrique du Sud possède le niveau de vie le plus haut d'Afrique, ainsi que le plus haut taux de salaires, on peut alors se demander ce que peut être le salaire d'un professionnel blanc. Les syndicats sont évidemment réservés aux travailleurs blancs. En plus de tout cela, l'Africain a de très bonnes chances de passer une partie de son temps en prison.

— En 1960, 2,055 Africains furent condamnés pour meurtres et tentatives de meurtres.

— 24,725 furent condamnés pour assaut grave.

— 39,113 pour assaut commun.

— 61,551 pour vol.

— 1 Africain sur 13 est condamné chaque année.

— En 1962, 67,637 personnes sont en prison.

— La moyenne journalière des non-blancs en prison est assée de 27,914 en 1952 à 55,673 en 1962.

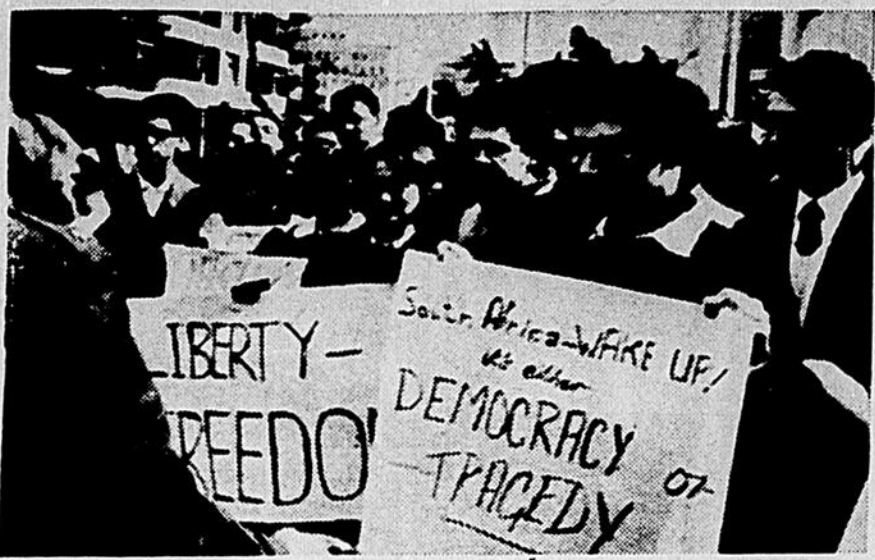
— Le nombre des exécutions était de 70 en 1952; en 1962, il est passé à 129.

Les Bantoustans

C'est le projet de base de la politique d'apartheid. Ce sont en fait des zones réservées aux Africains et qui peuvent atteindre théoriquement à une grande indépendance locale. Le gouvernement envisage la création de 8 bantoustans destinés au plus grand nombre possible des 3½ millions d'Africains des zones urbaines. 100,000 personnes ont déjà été déplacées et, dans le cadre du Groupe Areas Act, 500,000 autres doivent se diriger vers les réserves. Un jour, lorsque les plans auront été complétés, 5 millions de personnes auront été transférées.

Actuellement, une seule de ces bantoustans est en marche, celle du Transkei, qui réunit 1,500,000 Africains sur un territoire totalement improductif. L'érosion y est très forte et le pays ne peut pas supporter la population. Il n'y a pour ainsi dire pas de minerais et pas d'industries, bien que le gouvernement ait l'intention d'encourager les industries à s'établir en bordure des bandoustans pour utiliser la main d'œuvre africaine bon marché.

L'ordonomie de ces bandoustans est une véritable farce. Le Transkei est dirigé par une assemblée de 109 membres, 64 sont choisis par le gouvernement et 45 sont élus. De plus, les chefs locaux sont des fonctionnaires du gouvernement dont ils reçoivent un salaire. C'est par eux que Prétoria dirige tout.



Marche de protestation, professeurs, étudiants contre la ségrégation dans les universités

Une éducation partagée...



15 médecins non-blancs par année

Le système bantoue

La loi sur l'éducation bantoue, adoptée en 1955, est l'un des traits principaux de l'apartheid. Elle ne tend uniquement qu'à faire accepter aux enfants africains une éducation inférieure. Dès l'école primaire, on enseigne à l'enfant que l'apartheid est la seule solution. En 1954, M. Venwoerd tint ces paroles très révélatrices :

"Si l'on enseigne aujourd'hui à un ressortissant d'Afrique du Sud dans une école quelconque qu'il connaîtra, lorsqu'il sera adulte, une politique de droits égaux, c'est une grosse erreur."

Non seulement la situation des écoles bantoues est tragique, mais elle ne cesse de se détériorer, alors que celle des écoles pour blancs s'améliore sans cesse. Les chiffres suivants illustrent très bien cette dégradation :

Dépenses moyennes par enfants :

Africains	Blancs
1953-17.99R	1960-100R
1960-12.46R	1963-140R

Dépenses pour cantines scolaires (bantoues) :

1959-893,686R
1963- 70,000R

Subventions pour les constructions :

1959-46,000R
1963- 2,000R

D'une façon générale, on dépense en moyenne 8 fois plus pour un étudiant blanc que pour son confrère bantou.

Au niveau universitaire, on pratique exactement la même politique. Des neuf universités d'Afrique du Sud, deux seulement, Cap Town et Witwatersrand, offraient les mêmes avantages aux étudiants noirs, tandis que deux autres acceptaient des étudiants non blancs mais en pratiquant à leur égard une politique de ségrégation. La loi de 1959, appelée ironiquement "Extension of University Education Act", prévoit l'élimination graduelle, mais totale, des étudiants non-blancs des campus. En 1961, il y avait 258 étudiants non-blancs à Witwatersrand; en 1964, il n'en demeure plus que 11. Pour les remplacer, on est en train de mettre sur pied 5 collèges universitaires, 3 pour Africains, 1 pour Indiens et 1 pour les "colored". Mais c'est le gouvernement qui voit à la nomination des professeurs et au niveau des cours qui s'y donnent.

L'opposition étudiante

Les troubles dans les écoles bantoues sont fréquents. Il n'est

pas rare d'y voir s'y dérouler de véritables émeutes. Ainsi, entre juin et mai 1964, des protestations sont apparues dans 13 écoles. Pour régler le problème, on fit simplement appel à la police et, en guise de représailles, 152 garçons ont été chassés à la seule école secondaire de Kilnerton, ce qui signifie pour eux qu'ils ne pourront s'inscrire dans aucune autre école. Mais l'organisation qui canalise l'opposition étudiante à la politique gouvernementale est sans contredit l'Union Nationale des Etudiants d'Afrique du Sud (UNEAS). Depuis 1962, elle est devenue la cible favorite du gouvernement. Ainsi, le 2 septembre 1963, le Dr Albert Herzog, ministre de la Santé, déclarait :

"Les enseignants de ces établissements comprennent une foule de libéraux et de semi-communistes, parfois ouvertement et parfois en secret. Ils prêche la doctrine de l'égalité. L'étudiant blanc doit considérer le primitif noir comme son égal. Le niveau de l'homme blanc doit être abaissé pour s'harmoniser avec celui du noir."

Et dire que l'on se plaint au Québec de l'existence de chasseurs de sorcières qui voient des communistes partout.

Un peu plus tard, M. Vorster déclarait :

"Je dis que l'UNEAS est devenue le porte-parole des libéralistes et le porte-parole des communistes. Je ne



Guerre ouverte:

Le gouvernement s'attaque aux étudiants

dis pas que tous les membres de l'UNEAS sont communistes, mais je dis que tous les communistes ont été membres de l'UNEAS. Si ces gens se sentent chez eux dans cet organisme, il est temps de faire quelque chose."

C'est probablement de là que Bona a tiré ses subtiles distinctions des communistes gauchisants, de gauchistes communistes... Le 28 septembre 1963, M. Vorster publia même la liste des griefs du gouvernement contre l'UNEAS :

- d'être antipatriotique, franchement à gauche et teintée de communisme;
- de souscrire, à l'instar des partis communiste et libéral et du Congrès National Africain à la maxime "un homme, une voix...";
- d'avoir réélu le Chef Albert Luthuli à la Présidence honoraire;
- d'avoir affirmé qu'elle croit dans l'intégration absolue, politique, sociale et biologique;
- de croire que l'intégration devrait gagner l'éducation à tous les niveaux;
- d'être restée affiliée à l'UIE après 1948;
- de soutenir les doctrines pan-africaines et d'entretenir des relations étroites avec les organisations d'étudiants communistes et anti-sud-africaines et les autres organisations rebelles et subversives

d'Angola, d'Amérique du Sud et du Moyen-Orient.

A la suite de ces accusations très fantaisistes, l'UNEAS publia dans tous les journaux une mise au point très explicite.

La réaction du Ministre de la Justice, elle non plus, ne se fit pas attendre.

- Des descentes furent effectuées contre les bureaux de l'UNEAS au Cap.

- En 1964, en l'espace de trois semaines, trois anciens présidents de l'UNEAS furent arrêtés. Ce fut tout d'abord Adrian Leftwich, président pour l'année 1961-62; ensuite, Rubin Neville fut fait prisonnier par la police secrète portugaise au cours d'un voyage au Mozambique, on a craint un moment que celle-ci ne le remette aux autorités sud-africaines, les deux polices étant en étroite coopération dans ce domaine, mais finalement, à cause de l'intervention anglaise (Neville étant citoyen britannique), il fut relâché. Et, finalement, ce fut le tour de Jonty Driver, dont le terme venait de se terminer.

Le 20 août 1964, une manifestation de 2.000 étudiants de l'Université de Cape Town se produisit. Le vice-chancelier de l'Université y prit la parole pour condamner l'attitude du gouvernement.

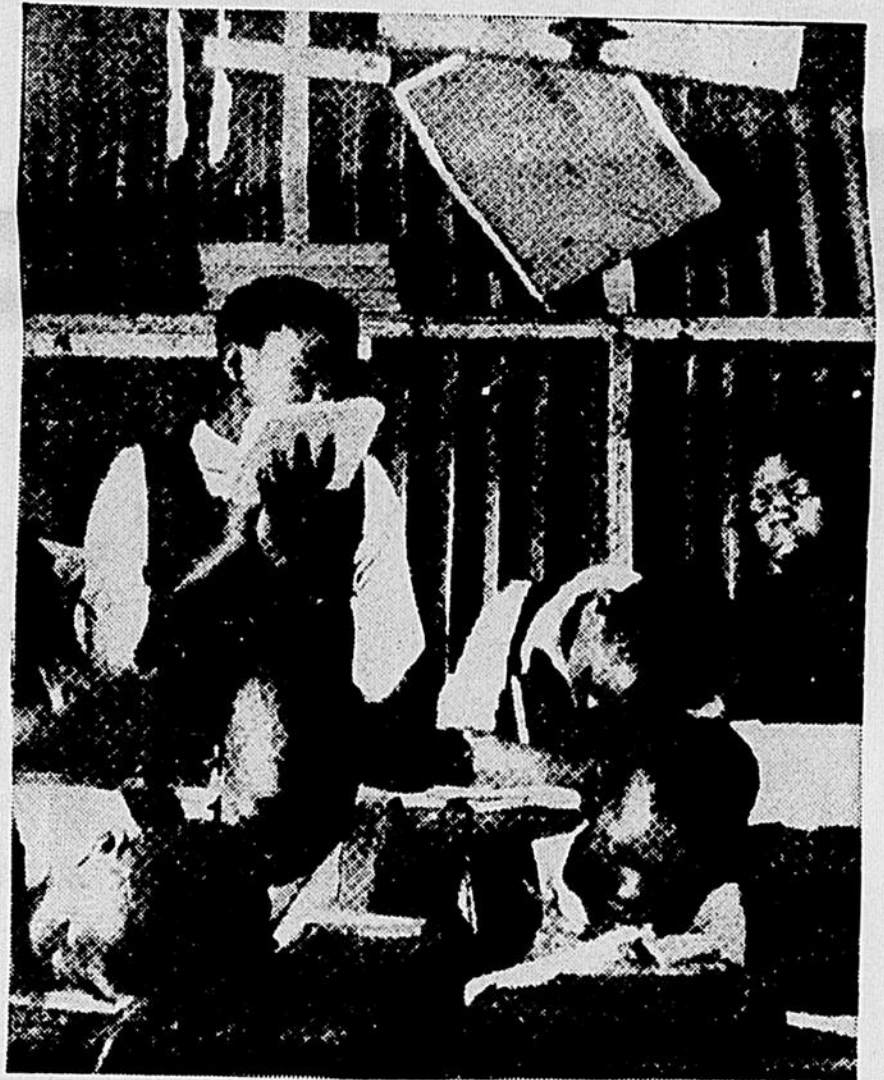
La dernière mesure de l'UNEAS fut d'établir un fonds de secours destiné à assurer la défense juridique des étu-

dants et des professeurs sud-africains qui seraient accusés de délits politiques pour avoir pris part à la lutte contre l'apartheid.

Le gouvernement ayant choisi une politique de harcèlement continu au lieu de tout simplement dissoudre l'Union, ce qui la forcerait à se réfugier dans la clandestinité. Non seulement l'UNEAS doit lutter contre le gouvernement mais aussi contre la majorité de la population, qui croit aux vertus de l'apartheid et que les Africains sont vraiment heureux dans leurs réserves qui sont qualifiées de la façon suivante dans les publications officielles :

"Happy picturesque people living the most care free existence imaginable.

"Care free idyllic existence in their little thatched huts."



tous les hommes sont égaux...



mais certains sont plus égaux que d'autres

La lutte contre l'Apartheid s'organise

Alors que la vague d'oppression ne cessait de croître en Afrique du Sud, de nombreux peuples ont réagi et ont pensé influencer la situation par une action directe, c'est le mouvement international de boycott.

Sur le plan politique

Sur ce plan le boycott a eu des résultats concrets mais dont l'efficacité peut être mise en doute. Le nombre des pays qui ont

rompu leurs relations diplomatiques avec le gouvernement Verwoerd n'a cessé de croître. Pour le moment il n'y a plus guère que 20 pays qui continuent d'avoir des relations diplomatiques avec ce pays. Sûrement, mais très lentement, l'Afrique du Sud est en train de se faire expulser des Nations-Unies; déjà elle ne fait plus parti de l'Organisation Internationale du Travail et de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique. Les Etats afro-asiatiques avec l'aide d'autres pays, continuent à exercer une pression sur l'Afrique du Sud pour qu'elle modifie sa politique raciale. La pression la plus impor-

tante a cependant été exercée par les Nations-Unies où un comité a recommandé que le Conseil de sécurité demande à tous les états membres de prendre des mesures politiques, économiques et autres contre l'Afrique du Sud.

Mais d'une façon générale si ce boycott politique a eu du succès auprès des pays membres des Nations Unies, il ne semble guère préoccuper l'Afrique du Sud qui de plus en plus affiche un mépris complet à l'égard de l'Organisation Internationale. On peut même supposer qu'à brève échéance elle quittera l'organisme sans rien changer pour autant à sa politique raciste.

Sur le plan économique

C'est surtout depuis la Conférence des pays Africains à Addis Abéba en mai 1963 que le boycott économique s'organise d'une façon intensive. On refuse aux avions de la South Africa Airway de faire escale ou même de survoler les pays africains. Elle a dû modifier son itinéraire et prend maintenant la route par Ruanda (Angola) et les Iles Ca-

naries pour l'Europe, ce qui représente un détour de 2,000 milles qui coûte \$3,000 de plus par voyage. Théoriquement il existe aussi un embargo sur les produits stratégiques, les armes et le pétrole, mais paradoxalement l'Afrique du Sud n'a jamais semblé plus prospère et plus active. Il n'est pas difficile d'en voir la raison. La Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis qui se sont abstenus pendant le vote sur les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud au Conseil de Sécurité ne cessent d'accroître leurs relations commerciales avec ce pays.



pendant que certains mangent... d'autres veulent manger



selon la couleur de la peau... les loisirs sont différents

— 60% des investissements américains en Afrique le sont en Afrique du Sud.

— Même un pays comme la Suisse possède un capital de plus de 190 millions en Afrique du Sud.

— L'Angleterre ne cesse d'investir. Le chiffre de ces investissements atteignait en 1963 un milliard de livres. En même temps elle ne cesse d'y écouler des chasseurs à réaction, des hélicoptères militaires.

— Certains pays africains indépendants n'ont pas cessé tout commerce. Le Ghana y achète

par exemple de l'équipement minier.

— Les pays communistes qui sont toujours les premiers à crier continuent aussi leur commerce. L'URSS achète des diamants, l'Allemagne de l'Est y vend des appareils photographiques, la Pologne de la Vodka: même la Chine populaire a acheté en 1962 pour 5.9 millions de dollars de blé.

Le boycott international qu'il soit politique ou économique, ne change guère de choses à la situation. La seule façon d'arriver à des résultats concrets serait en fait d'imposer un embargo sur le pétrole; mais les pays producteurs peuvent-ils se permettre un tel embargo. C'est sensiblement le même problème que l'Italie lors de l'attaque contre l'Ethiopie au temps de la Société des Nations.

La violence :

L'emploi de la violence dans la politique d'Afrique du Sud est une donnée relativement récente. Pendant longtemps les dirigeants du Mouvement Nationaliste Africain ont prêché la non-violence. Ils espéraient pouvoir convaincre leurs oppresseurs. Actuellement il n'y a plus guère qu'Albert Leithuli, un lauréat du Prix Nobel de la Paix qui prône cette doctrine.

En mai 1961, M. Nelson Mandela, leader du Congrès National Africain déclarait après le massacre de Sharpeville :

"Si les protestations pacifiques comme celle-ci doivent être réprimées par la mobilisation de l'armée et de la police le peuple pourrait être alors obligé d'utiliser la violence".

Des groupements clandestins s'organisent pour mener une lutte clandestine contre le gouvernement. Il semble que ce soit la seule solution au problème de l'apartheid.

Conclusion :

L'Afrique du Sud c'est un peu le problème noir de toute la race blanche.

La solution de la facilité consiste à condamner l'apartheid et de continuer à l'encourager par le commerce.

C'est la solution des gouvernements blancs. Tant que le racisme dans sa forme la plus pure conservera sa place en Afrique du Sud il ne sera pas étonnant de voir les Africains se méfier des Blancs.

Lorsque les Blancs sont en danger au Congo, les USA et la Belgique se hâtent d'intervenir. On qualifie ensuite très facilement les Africains de barbares, Mais lorsqu'à Sharpeville, 72 Africains meurent en quelques minutes, tués par les Blancs, il n'y a personne pour envoyer les parachutistes.

La barbarie peut aussi être blanche.



Monsieur MENDALA

...MAIS L'INJUSTICE DEMEURE

A VOTRE SERVICE

BANQUE

CANADIENNE

NATIONALE

CH dans la CH
Côte-des-Neiges

DISCOTHEQUE

à l'orgue, le soir **JIMMY DAVIS**
le samedi, de 2 h. à 5 h. p.m.
JAZZ AUDITION avec Pierre BEAUDOIN

le **Crazy HORSE**
SALOON INC.

CH 5408 Côte-des-Neiges CH
RESERVATIONS
735-1179

Paesano vous invite...

VENEZ SAVOURER NOS DELICIEUX PLAST
TYPIQUEMENT ITALIENS

Vous trouverez une atmosphère qui vous rappellera
les charmes et les parfums subtils de l'Italie.

Ce petit coin de paradis vous aidera à oublier la
solitude des études.

RESTAURANT PAESANO
731-8221
5192, Côte-des-Neiges
près chemin de la Reine-Marie

Société de
Service\$
Profe\$\$ionnel\$
INC.

2950, MASSON, suite 201 — 729-2841

DÉBAT - MIDI

MARDI, 9 FEVRIER

CONFERENCE D'INFORMATION
— PAR ROBERT NELSON, DIRECTEUR —

**Re : Camps d'action sociale étudiante,
régions défavorisées**

GRAND SALON DU CENTRE SOCIAL

SERVICE CIVIL

Emplois d'avenir pour
Bibliothécaires PROFESSIONNELS

- Bibliothèque nationale
- Bibliothèques principales des ministères de l'Etat à Ottawa
- Bibliothèques succursales en d'autres centres au Canada

\$5,160 — \$5,700


ENTREVUES : le 9 et 10 février

Pour plus de précisions, s'adresser au Directeur
de l'Ecole des bibliothécaires.

**Rien ne surpasse
le goût des
Player's**



Player's... les cigarettes les plus savoureuses.



**OFFRE AUX DIPLÔMÉS D'UNIVERSITÉ
LA POSSIBILITÉ DE SE FAIRE UNE
CARRIÈRE DANS SES SERVICES NAVI-
GANT, TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF**

**... UN OFFICIER DU PERSONNEL DE
L'AVIATION SE RENDRA À VOTRE
UNIVERSITÉ EN VUE D'ACCORDER UNE**

ENTREVUE

**À TOUS LES ÉLÈVES DE DERNIÈRE ANNÉE DÉSIREUX
D'OBTENIR UN EMPLOI PERMANENT DANS L'AVIATION**

LUNDI LE 15 FEVRIER 1965
AVANT-MIDI A L'ECOLE POLYTECHNIQUE
APRES-MIDI AU CENTRE SOCIAL

**POUR TOUTE ENTREVUE, ADRESSEZ-VOUS AU
BUREAU DE PLACEMENT DE VOTRE UNIVERSITÉ**

AF-59-2107

